

RÉPONDRE AUX DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS POUR ASSURER LE SUCCÈS DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE INTÉGRÉE D'AMÉRIQUE DU NORD

OTTAWA (ONTARIO) – Le 3 février 2025 – Le Conseil du Partenariat du secteur canadien de l'automobile (CPSCA) a tenu une réunion d'urgence pour discuter de la menace importante que représente pour l'industrie nord-américaine de la fabrication automobile l'introduction potentielle de tarifs douaniers de 25 % sur les produits canadiens. Les membres du CPSCA ont été rejoints par l'honorable François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (gouvernement du Canada), ainsi que par Christopher Skeete, ministre délégué à l'économie (gouvernement du Québec).

L'importance du commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis dans son ensemble a été soulignée. Le Canada achète plus de produits américains que tout autre pays - plus que la Chine, le Japon, la France et le Royaume-Uni réunis. Le commerce avec le Canada est essentiel à la prospérité et à l'emploi aux États-Unis - près de 8 millions d'emplois américains sont soutenus par le commerce avec le Canada.

Les membres du CPSCA ont reconnu la nature hautement intégrée de l'industrie automobile nord-américaine et les impacts négatifs que les tarifs douaniers auraient sur le Canada, le Mexique et les États-Unis. La discussion a souligné que les industries automobiles canadienne et américaine forment ensemble l'une des industries les plus intégrées au monde et que les tarifs douaniers représentent une menace existentielle pour le succès immédiat et à long terme de l'industrie des deux côtés de la frontière, les coûts étant en fin de compte supportés par les consommateurs.

Il a également été question du fait que le commerce bilatéral de l'automobile est bien équilibré, les exportations canadiennes vers les États-Unis s'élevant à 82 milliards de dollars canadiens et les importations à 79 milliards de dollars canadiens en 2023. Les membres ont également souligné l'importance de comprendre que les véhicules fabriqués au Canada ne constituent pas une menace pour les emplois ou les mandats de production dans le secteur de l'automobile aux États-Unis. Moins de 10 % des véhicules vendus aux États-Unis sont produits au Canada, alors que les États-Unis assemblent environ la moitié des véhicules vendus au Canada. Les États-Unis exportent plus de véhicules vers le Canada que vers n'importe quel autre pays, ce qui souligne la position du Canada en tant que partenaire le plus important des États-Unis dans le secteur automobile.

La réunion a permis aux dirigeants de l'industrie de s'entretenir directement avec les ministres Champagne et Skeete au sujet de l'impact des droits de douane américains. Les membres ont cherché à dissiper l'idée que les droits de douane sur les pièces et les véhicules automobiles canadiens entraîneraient un transfert rapide de la production vers les États-Unis. Les membres ont déclaré publiquement qu'il faudrait des années pour réaliser les investissements nécessaires.

Les membres ont également expliqué que certaines pièces automobiles traversent la frontière jusqu'à sept fois avant d'être installées dans un véhicule. Les droits de douane feraient des ravages dans les chaînes d'approvisionnement et la production pour l'assemblage des véhicules des deux côtés de la frontière et mettraient en péril une industrie efficace et de longue date qui soutient des centaines de milliers d'emplois au Canada et aux États-Unis. En fin de compte, ceci nuira aux consommateurs américains et canadiens.

En conclusion, les membres ont voulu réitérer que le libre-échange dans le secteur automobile entre le Canada et les États-Unis est essentiel pour soutenir les travailleurs et la prospérité dans les deux pays. Les

membres ont souligné l'importance d'en arriver à résolution rapide de cette dispute tarifaire pour protéger cette industrie essentielle.

Après la réunion, les coprésident Rob Wildeboer et Jean Marc Leclerc ont formulé le commentaire suivant :

« Le secteur hautement intégré de l'automobile démontre les relations mutuellement bénéfiques qui peuvent être développées en travaillant en coopération avec nos voisins et alliés. Nous continuerons à développer nos relations commerciales de manière à ce qu'elles soient profitables à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement et à renforcer le message selon lequel les exportations canadiennes constituent un atout et non une menace pour le secteur américain de la construction automobile. La réunion d'aujourd'hui nous a permis de montrer notre soutien collectif à la poursuite du dialogue avec les États-Unis afin de trouver une voie vers une résolution rapide de ces droits de douane, ce qui apportera la clarté et la stabilité dans toute la région. »

L'honorable François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, a mentionné ce qui suit :

« Aujourd'hui, j'ai rencontré des représentants du Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile afin de discuter des mesures que devrait prendre le Canada en réponse à l'imposition de droits de douane injustes et injustifiés des États-Unis sur les produits canadiens. L'industrie nord-américaine de l'automobile est l'une des plus intégrées au monde. Elle a permis de réduire les coûts, de créer d'innombrables emplois et d'assurer une croissance durable depuis la signature du Pacte de l'automobile entre le Canada et les États-Unis en 1965. Le commerce dans le secteur automobile est aujourd'hui presque équilibré. En 2023, il se chiffrait à 82 milliards de dollars canadiens d'exportations canadiennes vers les États-Unis et à 79 milliards de dollars canadiens d'importations. Il est représentatif du solide partenariat économique entre nos deux pays qui sert les travailleurs canadiens et les travailleurs américains depuis des générations. En dépit de la menace que constituent les droits de douane proposés par le président Trump le 1^{er} février courant à l'égard de tout cela, il ne fait aucun doute que nous protégerons toujours les intérêts canadiens et donnerons la priorité aux travailleurs canadiens. »

Contexte

Le CPSCA est une organisation dirigée par l'industrie et son mandat est d'aborder les principaux enjeux liés à la concurrence auxquels est confrontée l'industrie canadienne de l'automobile. Le CPSCA est formé des chefs de la direction des cinq constructeurs de véhicules automobiles au Canada; des chefs de file des plus importants fournisseurs de pièces; de représentants des syndicats, du milieu universitaire, d'associations de fournisseurs de pièces de rechange et de concessionnaires. La réunion était présidée par les coprésidents du CPSCA, Rob Wildeboer, président exécutif de Martinrea International Inc., et Jean Marc Leclerc, président et chef de la direction de Honda Canada Inc.

COORDONNÉES

CPSCA

M. Neil Forster

Directeur, Relations Investisseurs et développement de l'entreprise

Martinrea International Inc.

Neil.forster@martinrea.com

Ken Chiu

Communications

Honda Canada

T : 647-444-0158

C : ken_chiu@ch.honda.com

Gouvernement du Canada

Relations avec les médias

Innovation, Sciences et Développement économique Canada

343-291-1777

ic.mediarelations-mediasrelations.ic@canada.ca